

Regard conscient

La force de faire face à notre histoire

Novembre 2004 • No 18

Édito

L'illusion démocratique



2 **Actualité**
Calvaire démocratique
Brèves

3 **Mythes**
Le fantôme de la liberté

4 **Famille**
Les démons
de l'Amérique

5 **Famille**
Autocratie paternelle
Les démons de
l'Amérique (suite)

6 **Société**
Les coulisses
de la démocratie

7 **Société**
Le peuple et le pouvoir
Les coulisses
de la démocratie (suite)

8 **Perspectives**
Dictatures parentales
Bon sens

Interrogés par sondage à leur sortie des bureaux de vote, les électeurs américains ont indiqué qu'à côté de la menace terroriste, les «valeurs morales» qu'ils attribuaient à George W. Bush avaient largement déterminé le choix de lui confier un second mandat, en dépit de sa politique en matière de santé, de fiscalité ou d'éducation. Ils ont confirmé que la promotion des valeurs chrétiennes traditionalistes a été déterminante pour la victoire du camp républicain, la fréquentation régulière d'une Église allant le plus souvent de pair avec un vote favorable au président sortant (1).

Le déroulement de cette élection, très disputée, illustre la dépendance névrotique que le peuple entretient à l'égard de ses représentants. Pour que perdure un système électoral conçu au XVIII^e siècle dans le but de sauvegarder les intérêts des classes possédantes, il a fallu que les citoyens américains croient devoir choisir entre des candidats que leurs convictions pouvaient opposer. Or, issus d'une élite formée aux mêmes écoles, ces derniers se démarquèrent uniquement par leur aptitude personnelle à manipuler l'anxiété refoulée de leurs électeurs potentiels, le plus populiste l'emportant finalement d'une longueur. Dans ce contexte, l'illusion entretenue par le discours démocratique des médias dominants a en réalité pour fonction de masquer la brutalité par laquelle le père impose sa loi à l'enfant et s'apparente au culte que l'on vouait, jadis, aux divinités antiques (page 3).

L'un des enjeux inconscients de la réélection de George W. Bush est en effet celui des violences exercées sur les enfants, au nom de leur éducation. Dans un pays où près de 90 % des parents ont recours à la

fessée et où 22 États autorisent encore l'usage des châtiments corporels à l'école, la rhétorique punitive et vengeresse du président touche une corde sensible chez les millions d'Américains qui furent humiliés par leurs parents et qui, devenus adultes, éprouvent le besoin compulsif de reproduire ces souffrances sur des supports émissaires (page 4 et 5). Cet état d'esprit favorise la résurgence de réflexes relationnels calqués sur la violence du père et nourrit l'autoritarisme des dirigeants politiques. Il n'est donc pas surprenant que les systèmes démocratiques manifestent de diverses manières le mépris relationnel sur lequel ils ont été édifiés. Au demeurant, la démocratie dite représentative ne peut que correspondre aux scénarios masculins dominants, l'être réalisé n'ayant pas besoin de figures représentatives de sa conscience, puisqu'il en est lui-même le représentant (page 6 et 7).

C'est pourquoi les «valeurs morales» qui rassurent aujourd'hui les électeurs américains n'ont d'autre fin que de renforcer la cuirasse défensive qu'ils opposent à la mise à jour de leurs souffrances. Elles nourrissent leur dépendance à l'égard de leurs parents abusifs et les préservent de prises de consciences libératrices. C'est seulement en mettant en cause la violence de nos éducateurs que nous pouvons espérer nous délivrer des injonctions que nous avons intériorisées sous la terreur (page 8). Car il ne saurait y avoir de société plus juste sur la base des mensonges qui la fondent.

L'équipe de rédaction

(prochaine parution : janvier 2005)

(1) Katharine Q. Seelye, «Moral Values Cited as a Defining Issue of the Election», The New York Times, 4.11.04.

Calvaire démocratique

Les marchandages qui ont entouré l'adoption du projet suisse de congé maternité montrent le mépris des milieux politiques pour les besoins naturels et légitimes des enfants.

Lors des votations du 26 septembre dernier, la Suisse a adopté, à une courte majorité, des dispositions législatives permettant le financement d'un congé maternité de 14 semaines pour les femmes salariées. Il aura fallu près de soixante ans pour que le principe d'une «assurance maternité» – pourtant inscrit dans la Constitution helvétique depuis 1945 – trouve une issue acceptable auprès des partenaires sociaux, après trois échecs successifs en votation populaire. Qualifié de «politiquement viable» (*Le Temps*, 27.9.04), ce projet minimaliste permettra aux entreprises d'économiser environ 100 millions de francs par an, en reportant la moitié des cotisations sur l'ensemble des travailleurs.

Femmes «actives»

Le congé maternité suisse n'est donc pas, loin s'en faut, le fruit d'une reconnaissance de l'importance, pour l'enfant, d'une relation pleine et entière avec sa mère. Pour les décideurs économiques, il doit au contraire permettre «d'accroître encore la participation des femmes à la vie active» (*L'Hebdo*, 26.8.04) afin d'assurer la croissance économique et le financement des institutions sociales. Dans cette logique productiviste, le congé maternité devrait favoriser la reprise d'une activité professionnelle, 41% des femmes renonçant actuellement à travailler après une première naissance et 60% après une

seconde, et donc inciter plus efficacement les mères à se séparer de leurs enfants. À Genève, les milieux patronaux ont d'ailleurs clairement fait savoir que la loi cantonale, qui comprend déjà 16 semaines d'indemnisation, devrait être alignée à la baisse sur la législation nationale (*Le Courrier*, 27.9.04). Cet attentisme politique hypocrite et revanchard impose un calvaire aux nourrissons qui, placés et gardés dans des conditions de stress incompatibles avec leur épanouissement, font les frais de l'inconscience parentale et sociale.



(Affiche de votation populaire, 26.9.04)

Campagne

La détresse du bébé est détournée de son sens pour servir le jeu de tergiversations politiques incompatibles avec l'épanouissement de l'enfant.

Séparation maternelle

Aujourd'hui, de nombreuses études démontrent, si besoin est, que les souffrances relationnelles précoces altèrent gravement les facultés naturelles de l'enfant à être en lien avec son environnement social. D'après la psychothérapeute Sue Gerhardt, les nourrissons ne peuvent faire face à une séparation maternelle sans voir leur équilibre émotionnel perturbé. «Les études les plus catégoriques, dit-elle, prouvent que les enfants placés en crèche à temps plein au cours des deux premières années de leur vie ont plus tard des problèmes de comportement. Ils manifestent de l'agressivité à l'égard des autres enfants, sont moins coopératifs et plus intolérants face aux contrariétés.» (1) Ce dont ces enfants ont manqué, c'est de la présence de mères disponibles, qui les allaitent sans retenue, les prennent dans leurs bras et les regardent avec amour. Au lieu de cela, ils furent confiés à des prestataires de services, pour lesquelles ils n'étaient guère que des nourrissons parmi d'autres, et durent refouler l'indicible souffrance de perdre – même temporairement – le lien affectif le plus essentiel.

Ces vérités ne sont pas celles que de nombreux parents ou responsables politiques voudraient entendre, car elles font resurgir la détresse d'avoir eux-mêmes vécu ce calvaire et dû refouler les conséquences d'une relation défailante de la mère.

M. Co.

(1) Sue Gerhart, *Cradle of civilisation*, The Guardian, 24.7.04. Sue Gerhart est l'auteure du livre *Why Love Matters : How Affection Shapes a Baby's Brain*, Brunner-Routledge, 2004.

Brèves

Oubli

Selon le ministre français de la santé Philippe Douste-Blazy, la maladie d'Alzheimer sera «l'une des grandes composantes de notre futur». Cette pathologie dégénérative du cerveau, qui touche aujourd'hui plus de 800 000 personnes en France, débute par des pertes de mémoire et des troubles de comportement, puis évolue vers la disparition des facultés intellectuelles et physiques. Le 13 septembre dernier, en lançant son «plan Alzheimer», le ministre s'est engagé à «tout mettre en œuvre» pour favoriser un diagnostic précoce et permettre aux patients de bénéficier

d'actions de «stimulations cognitives» susceptibles de ralentir l'évolution de la maladie. (*Le Monde*, 14.9.04)

Les pouvoirs publics seraient mieux inspirés de reconnaître dans ces symptômes une conséquence du déni systématique des souffrances de l'enfance et du culte collectif que notre société voue au refoulement et à l'oubli.

Homicides

Les jeunes auxquels les médecins prescrivent des anti-dépresseurs ont statistiquement plus de comportements suicidaires, reconnaît pour la première fois la *Food and Drug Administration* (FDA), l'administration américaine chargée du contrôle des médicaments. L'analyse de récents résultats montre

que chez un adolescent drogué au *Prozac*, l'anti-dépresseur le plus prescrit en cas de dépression chez les jeunes, les passages à l'acte suicidaires augmentent de 50%. Ils sont multipliés par deux en moyenne pour l'ensemble des cinq anti-dépresseurs testés et par cinq pour le seul *Effexor*. La FDA avait autorisé la prescription de *Prozac* pour les enfants en janvier 2003, devant l'insistance de l'Association psychiatrique américaine. (*ATS*, 15.9.04)

Sachant qu'aux États-Unis, plus de 25% des enfants et 8% des adolescents souffrent de dépression (*AP*, 4.1.03), combien de jeunes gens ont-ils été ainsi envoyés à la mort du fait de la volonté des adultes de ne pas se remettre en cause ?

Le fantasme de la liberté

Pour le maintien de la structure de pouvoir, il faut que les citoyens croient en un droit légitime de choisir. Mais lorsqu'on est encore apte à sentir, la vie ne se définit pas en ces termes.

Le nouveau-né est un être sensible et conscient. Lorsque sa mère ne le reconnaît pas pleinement comme tel et le fait passer dans le canal de ses souffrances, de ses besoins de reconnaissance et de compensation, elle le détourne de sa pleine réalisation. L'enfant devient un objet au service de la névrose. Les interventions du père réduisent drastiquement ses facultés sensibles et sanctionnent, par un interdit, l'accès au vécu naturellement harmonieux qui aurait dû être le sien.

Dès lors, l'enfant épuisé est soumis à l'obligation de servir la souffrance de ses parents et des éducateurs auxquels ceux-ci l'abandonnent. Il devra absorber les explications mensongères traditionnelles, les contrevérités de circonstance, les règles de comportement rigides, absurdes, les croyances religieuses et scientifiques fondées sur la terreur, les humiliations, les rebuffades agressives et le déni constant de ses efforts pour retrouver l'expression de sa sensibilité. Dans un tel contexte, sans un espace d'écoute réel, l'enfant, puis l'adolescent, n'aura d'autre possibilité que de s'identifier à ce qu'il a entendu affirmer de lui toute son enfance. Il n'aura plus aucune confiance en ce qu'il sent et finira par prendre à son compte les concepts, idées et théories rabâchées en lieu et place de nommer son senti.

La propagande du libre choix

Une affirmation perverse et répandue agresse la conscience spontanée de l'enfant : celle du *droit de choisir*. Selon ce prétendu droit, la mère aurait le choix d'accoucher naturellement ou assistée médicalement, sans drogue ou avec, d'allaiter ou non, comme s'il n'y avait pas de conséquences pour le bébé. L'école offrirait la liberté de découvrir le monde et celle de choisir une formation, alors que le but normatif de l'instruction exclut toute liberté et que l'histoire – non résolue – de chacun détermine son avenir. Les religions imposent un *libre-arbitre* dont nous serions seuls responsables, nous réservant le *soin* de nous juger et de nous condamner en fonction d'un *bien* ou d'un *mal* qu'elles prétendent discerner.

Les industriels répandent des marchandises d'usage, de formes et de couleurs diverses. Ils en vantent les avantages comparés et invitent le consommateur à exercer son choix. Celui-ci portera donc la culpabilité des conséquences destructrices de la production, puisqu'il aurait pu ne pas acheter. Mais dans ce cas, il serait jugé responsable du chômage. Les sciences nous proposent de rester ignorants ou de devenir savants, de vieillir ou de rester jeunes, d'être malades ou de prendre des remèdes. À nous également de choisir et d'en supporter les conséquences destructrices. La démocratie permet aux citoyens d'élire leurs représentants. La population a donc le choix entre plusieurs programmes d'aménagement d'un même jeu social patriarcal, mais n'a aucun espace pour remettre réellement en cause la hiérarchie qui étaye cette mise en scène.

Une illusion de liberté

Lorsqu'on est encore apte à sentir ce qui est naturellement juste, la vie ne se définit pas en termes de choix. Pour reconnaître la nature de son rapport à l'autre, il faut avoir été réellement accueilli et respecté. Ces prétendus choix sont des manipulations collectives destinées à canaliser les êtres et à leur interdire tout questionnement sur les obligations imposées tout au long de leur vie. Les enfants doivent s'asseoir et apprendre au lieu de jouir de leur vitalité. Les jeunes gens doivent croire au lieu de se vivre conscients et d'agir en conséquence. Les adultes persistent à refouler en consommant des marchandises, des produits, des idées et des espoirs au lieu de sentir la nécessité vitale de redevenir sensibles, conscients et responsables.

Pour le maintien de la structure de pouvoir, il est impératif que tous les êtres humains croient sans frémir en un droit légitime de choisir. C'est en effet sur cette base erronée que réside l'innocence revendiquée des adultes et la culpabilité qu'ils font porter aux enfants. Le père dit au bébé : « *Tu te tais ou tu vas voir ce qui va t'arriver, ne m'oblige pas à te faire taire* ». Pris dans des sentiments émergents de son passé, terrorisé et impuissant, le père imagine deux alternatives pour son enfant : *se taire* ou *continuer à crier*, mais l'enfant souffre, et il est juste qu'il pleure, crie et appelle ainsi sa mère qui devrait être auprès de lui. En fait, le père impose sa loi : si l'enfant crie, il frappe, et l'enfant

terrorisé reste seul avec la souffrance du manque de mère à laquelle vient s'ajouter la folie du père.

Si l'enfant, activé dans la terreur, refoule ses cris, il se résigne et commence à gérer le manque de parents disponibles. Il n'y a là que la volonté brutale de ne prendre aucun compte de ce qui est juste et bon, et de faire régner le pouvoir paternel. Le père considère l'enfant comme devant être réduit et soumis à ses exigences de refoulement. La conscience de ce qui se passe et la puissante vitalité de l'enfant sont considérées comme des résistances à la légitimité masculine d'exercer le pouvoir. Les violences physiques et psychiques ne sont dès lors que des moyens dont ceux qui les subissent doivent porter les douloureuses conséquences et l'entière responsabilité. Celui qui les utilise se veut innocent de ses actes puisque qu'il *avertit* et *donne le choix*, alors qu'en vérité, il menace, terrifie et nie le vécu de l'enfant ainsi que sa responsabilité d'adulte dans les jeux collectifs à venir.

Le virtuel et le vivant

Pour refouler et compenser, l'adulte pose sur des notions et des conceptions justifiant son pouvoir des qualificatifs attribuables à sa véritable nature. Ainsi, l'homme considère-t-il la famille, la société, l'entreprise ou la démocratie comme ayant une vie autonome. Par exemple, il exigera et trouvera normal que chacun, *a fortiori* l'enfant, soit mis au service de la *démocratie*, souffre et meure pour elle, comme si elle était un être vivant, comme si elle existait réellement. Il pensera que la soumission – éventuellement le sacrifice – de vies humaines à cette entité est la preuve de son existence. Une conception qui apparaît très proche des divinités antiques, alors qu'aucunes d'elles n'ont d'existence réelle. Seuls les êtres humains (le vivant) sont réels. Nous appelons *démocratie* ou *entreprise* des formes particulières d'interactions. Cette dépossession consistant à dénier la vitalité propre au vivant pour en affubler des représentations virtuelles déstabilise la conscience des êtres humains et leur capacité à retrouver le sens de la vie. La démocratie est un interdit collectif d'accéder à une réalité consciente qui, elle, nous invite invariablement à vivre dans la reconnaissance et l'harmonie.

Bernard Giossi

Les démons de l'Amérique

Les citoyens laissent à leurs représentants le pouvoir de manipuler une anxiété collective dont ils refusent de reconnaître l'origine dans leur enfance. La réélection confortable de George W. Bush illustre cette réalité inconsciente.

Dans un récent communiqué de presse, l'association *Parents and Teachers Against Violence in Education* (PTAVE) rappelle la persistance d'une pratique esclavagiste, encore largement répandue dans les établissements scolaires états-uniens : le droit accordé aux professeurs de battre leurs étudiants (1). Vingt-deux États américains encouragent les châtiments corporels dans les écoles, par l'usage de la même planche de bois que les maîtres blancs utilisaient contre leurs esclaves récalcitrants. Au Texas par exemple, plus de 80 000 élèves – et les Afro-américains toujours davantage que les autres – sont ainsi frappés annuellement, une violation flagrante de leur intégrité dont les répercussions psychologiques se manifestent largement sur le plan politique.

Enjeu politique de la violence éducative

Les parents sont les premiers à justifier la violence éducative à l'égard de leurs enfants, comme l'indiquent plusieurs études qui estiment que près de 90 % d'entre eux ont recours à la fessée dans l'intimité des foyers américains. Mais les électeurs les plus attachés à l'usage des châtiments corporels, notamment au sein des établissements scolaires, paraissent également plus enclins à soutenir le camp républicain. Lors de sa première campagne présidentielle, le candidat George W. Bush s'était fait l'avocat d'un amendement législatif – le *Teacher Protection Bill* – qui devait protéger les enseignants contre les réclamations des parents qui se plaindraient des coups reçus par leurs enfants. Son soutien inconditionnel à la peine capitale, sa politique étrangère punitive et sa référence constante à la valeur du sacrifice personnel en ont fait certainement le représentant idéal de ceux qui – ouvertement ou non



(*Courrier international*, No 721, 26.8.04)

– revendiquent dans leur famille la présence d'une autorité paternelle toute-puissante, d'essence divine. De même que les Pères fondateurs se référaient à la Bible pour justifier l'esclavage, les organisations religieuses qui soutiennent la politique de l'administration Bush – comme *Focus on The Family*, du Dr James Dobson – défendent publiquement le recours aux châtiments corporels, au nom d'une éducation dite chrétienne.

Le succès d'audience du film de Mel Gibson, *La Passion du Christ*, sur lequel des millions d'Américains semblent avoir projeté leur propre calvaire d'enfant, confirme le sentiment qu'un enjeu important de ces présidentielles s'est noué autour de la question éducative. Lors du premier débat télévisé opposant George W. Bush à son challenger démocrate John F. Kerry, les deux hommes ont eu un échange surprenant à propos de la tenue vestimentaire de leurs filles respectives. Sur un ton de plaisanterie, Bush affirma « essayer de les tenir en laisse » tandis que Kerry répliquait en riant « avoir appris à ne pas le faire ». Derrière la blague révélatrice du président – qui rappelle d'ailleurs certaines des tortures d'Abou Ghraïb – se profilent deux conceptions différentes de la relation à l'enfant : le premier est entièrement identifié au parent répressif, le second ne l'est plus complètement. Mais loin de le desservir aux yeux de l'opinion, l'autoritarisme misogyne du Républicain démarque encore celui-ci de son concurrent démocrate, jugé trop « faible » pour être crédible dans le rôle du Père de la nation.

Terreurs d'enfants

Le leader se présente comme la figure d'un père rassurant, après avoir réactivé la terreur refoulée de l'enfant en chacun. (G.W. Bush: "Tout ira bien si vous votez pour moi". Sur le livre : "Contes de terreur")

Idéalisation de l'agresseur

Pour nombre d'Américains ayant subi l'éducation traditionnelle, fondée sur le mépris et la violence, l'attachement à Bush tourne à la dévotion. Ce qu'ils vénèrent en lui, c'est l'image du Père idéal qu'ils ont dû se forger, enfants, pour survivre à la monstrueuse inconscience de leur père réel et ne pas sombrer dans le désespoir. Ce phénomène d'idéalisation explique l'aveuglement qui fait dire à un supporter républicain : « *L'une des raisons pour lesquelles je respecte ce président, c'est qu'il est vraiment honnête.* » Une étude publiée récemment par *Scientific American* montre comment le stress que les parents imposent à l'enfant par leurs exigences éducatives altère son développement neuronal, l'obligeant à intégrer des schémas de survie qui vont empoisonner sa vie d'adulte. Ces mécanismes d'adaptation à la névrose incluent notamment une agressivité compulsive face aux obstacles et une réactivité exacerbée à tout danger potentiel, des expressions d'anxiété qui conduisent l'auteur à conclure : « *La société récolte ce qu'elle sème dans la manière dont elle éduque ses enfants. Le stress [imposé à l'enfant]*

Note :

(1) Consulter les références de cet article sur sa version intégrale : <http://www.regardconscient.net/archi04/0410demons.html>.

4

Autocratie paternelle

Les pères ne reconnaissent aucune valeur à la présence consciente de l'enfant, parce qu'ils sont enfermés dans la légitimité de rejouer leur histoire. Témoignage.

J'ai trouvé dans mon histoire personnelle la confirmation de la manière dont les pères imposent leurs rejouements à leur femme et à leurs enfants. Pendant longtemps, j'ai été en contact avec un profond sentiment de colère à l'égard de ma mère, issu des humiliations et du déni qu'elle m'avait infligés, mais ne ressentait pas du tout la même chose en pensant à mon père. Dans mon esprit, son image restait celle d'un homme bon, engagé pour le bien de ses semblables quoique peu reconnu dans cet engagement. Il me fallut un long travail pour ouvrir les yeux sur le fruit de mon idéalisation et pour réaliser que mon père cultivait cette image de lui-même en se cachant derrière son épouse, à laquelle il déléguaient les tâches éducatives en prétextant « *ne pas savoir faire avec les enfants* ». Je commençai dès lors à accepter que j'eusse moi-même transmis ce fardeau générationnel, en toute légitimité.

Quelques mois après ma naissance, mon père, alors jeune marié, entama des études supérieures en vue de devenir ingénieur, une formation qui allait l'occuper à temps plein pendant trois ans. Bien qu'étant déjà titulaire d'une maîtrise fédérale de mécanique et d'un emploi bien rémunéré, il avait persuadé sa femme de le suivre dans ce projet qui impliquait qu'elle

subvînt financièrement aux besoins de la famille tout en s'occupant d'un bébé, puis de deux. Séduite par la promotion sociale que ce nouveau diplôme laissait présager, notre mère se légítima donc de rejouer avec nous la rigidité éducative que ses propres parents, entièrement absorbés par leur commerce, avaient manifestée à son égard : il était impératif que nous soyons « *des enfants faciles* » pour permettre cette entreprise. Elle s'organisa de sorte à travailler à domicile – et même la nuit, à l'extérieur, en tant que traductrice – et nous faisait garder pour récupérer d'un labeur quotidien fatiguant. Aux dires de nos parents, nous « *ne serions pas élevés dans du coton* » – une projection cruelle de leur propre vécu d'enfant que justifiait le rejouement qu'ils mettaient en place.

Vagissements

Mes parents ont toujours parlé des études d'ingénieur de mon père – correspondant à mes plus jeunes années – comme d'un exploit réalisé « *à deux* ». Plus tard, omettant d'évoquer cette période d'indisponibilité et de privation, ma mère affirma souvent « *avoir choisi de ne pas travailler à l'extérieur pour rester avec nous* ». Enfant, il m'était impossible de comprendre que ces messages contradictoires et mensongers avaient pour fonction de m'interdire l'accès à ma propre vérité. À l'évocation de leur prétendu sacrifice, je devais taire toute remise en cause et refouler l'expression des souffrances que mes parents

m'infligeaient en toute *bonne conscience*. Au cours de mon travail thérapeutique, je mis longtemps à réaliser que les vagissements de nourrisson que je revivais séance après séance étaient l'expression de graves carences de maternage, dont ma mère était responsable en dépit des efforts qu'elle faisait pour dénier

Interdit

« Enfant, il m'était impossible de comprendre que ces messages contradictoires et mensongers avaient pour fonction de m'interdire l'accès à ma propre vérité. »

cette réalité. Il me fallut plus de temps encore pour accepter de voir la responsabilité qui incombait à mon père. Faute de pouvoir accueillir les souffrances qui remontaient en lui à la perspective d'être papa, il mit sa carrière professionnelle en concurrence avec les besoins relationnels de ses enfants, obligeant son épouse néanmoins consentante à se détourner d'eux au profit d'un projet socialement valorisé, dont il était le centre.

Dans de telles conditions, prises dans le tourbillon des rejouements parentaux, la présence et la conscience de l'enfant sont vouées à servir d'exutoire au refoulement des remontées émotionnelles d'adultes enfermés dans le déni de leurs souffrances.

M. Co.

sculpte littéralement [son] système nerveux et engendre divers comportements antisociaux, bien que défensifs à la base. »

L'idéalisation de l'agresseur, que le président Bush utilise largement pour renforcer son emprise sur l'électorat, est favorisée par ses références constantes à la figure divine. Dans un pays où, d'après un sondage, 46% des citoyens se déclarent chrétiens évangélistes, celui-ci à *beau jeu* de prétendre que ses décisions sont guidées « *par la main d'un Dieu juste et fidèle* ». Ce positionnement politique a pour effet de réactiver les terreurs issues de l'enfance et de figer le peuple dans une posture de soumission à

ses dirigeants. Tout choix autonome impliquerait la remise en cause de l'ordre imposé par le père et l'accueil en conscience des souffrances refoulées, jadis, face à la violence parentale. À l'image du patriarcat de la famille traditionnelle, la classe dirigeante devient alors la garante du refoulement des causes réelles de ces remontées émotionnelles, dès lors interprétées dans le sens du maintien de son pouvoir, une fonction de rassurance pour laquelle ses administrés lui témoignent en retour une loyauté par définition névrotique.

Cet état d'esprit favorise la résurgence de réflexes relationnels calqués sur la violence du père : lorsqu'une

majorité de citoyens vit dans l'angoisse, elle n'a guère la disponibilité de mettre en cause ses rejouements, ni ceux de la minorité qui l'exploite. Elle ne considère pas l'intérêt de faire un travail sur soi pour se libérer de ses souffrances. Les priorités de la hiérarchie politique s'imposent alors jusque dans l'intimité des foyers. Sous l'impératif du refoulement, les parents se retournent contre leur progéniture – dernier maillon d'une longue chaîne relationnelle – plutôt que d'engager une démarche personnelle qui leur permettrait de reconnaître et d'accueillir l'expression de leur propre conscience et celle de leurs enfants.

Marc-André Cotton

Les coulisses de la démocratie

Les promesses qui ont dynamisé la mise en place des systèmes démocratiques avaient pour fonction inconsciente de dissimuler la persistance de structures politiques coercitives. Aujourd'hui, ces systèmes révèlent les bases sur lesquelles ils ont été édifés : délitement des liens relationnels, misère et impérialisme.

L'adulte vit l'enfant comme étant sans lien spirituel avec son lignage, sans passé, sans mémoire et sans signification pour l'ensemble de la création. Il l'inscrit dans un unique discours afin de le formater aux exigences de la société à venir. Dès lors, l'enfant devient le produit de l'utilitarisme égoïste d'une population désormais réduite aux soucis d'argent et à la recherche d'excitations en tout genre. La résignation de pères dont la bienveillance est perdue dans la répétition de leur histoire et l'indisponibilité de mères occupées à conquérir l'espace masculin, vouent le jeune adulte à servir un système qui, dans le prolongement de son enfance et de son adolescence, continue de lui interdire la réalisation de sa conscience, occasionnant chez lui un stress exténuant qui provoque sa dégénérescence.

Société dépressive

La force brutale des parents, du corps médical et du corps enseignant, qui est imposée à l'enfant à chaque instant, engendre une culpabilité chez les intervenants que ces derniers tentent d'apaiser en *raisonnant* l'enfant. Celui-ci doit comprendre le comportement des adultes et adhérer à leurs raisons. La subtilité qui fait advenir ce qui, malgré la manipulation, reste un prodige, est la conscience dont l'existence est pourtant ignorée par tous ces éducateurs. Dans le cruel déni de cette conscience, la raison, conçue par la volonté de justifier la domination, est saisie comme substitut. Ainsi le parent, puis la société, manipulent l'enfant terrorisé et le modèlent au gré des rôles nécessaires à leurs schémas relationnels. Les hommes engendrent alors des communautés dépressives qui ne croient plus en elles-mêmes car elles luttent, à travers chacun, contre leur propre processus de libération et de

réalisation, notamment en se contentant de luttes économiques pour compenser une quête de sens. Il est pourtant impératif de réaliser cette conscience, afin qu'elle ne puisse plus être manipulée par la gestion du refoulement des traumatismes rejoués compulsivement de génération en génération.

Étroitesse de la raison

L'histoire des peuples s'est faite à travers des mises en scène dans lesquelles la terreur de rester conscient face au père rendait inopérante toute prise de conscience. Périodiquement, la classe dominante se trouvait menacée par les raisonnements qu'elle avait elle-même mis en place pour justifier

Représentation

«La représentation dite démocratique correspond à celle des scénarios masculins dominants. Au demeurant, il n'y a pas d'autre représentation que celle-là, l'homme réalisé n'ayant pas besoin de figures représentatives de sa conscience, puisqu'il est lui-même ce représentant.»

sa condition. C'est pour cela que les aristocrates athéniens étendirent la discussion à un plus large public d'hommes. Pour garder leur fonction, ils cherchèrent à entendre le bon sens partagé et à en nourrir leurs raisonnements afin d'obtenir, pour toutes leurs décisions, l'adhésion populaire. Ils voulaient éviter les soulèvements de tous ceux qu'ils réduisaient, d'une façon ou d'une autre, à l'état d'esclaves et ainsi mieux protéger leurs intérêts particuliers. La représentation dite démocratique correspond donc à celle des scénarios masculins dominants. Au demeurant, il n'y a pas d'autre représentation que celle-là, l'homme réalisé n'ayant pas besoin de figures représentatives de sa conscience puisqu'il est lui-même ce représentant. Par contre, l'homme névrosé a besoin de figures jouant des rôles similaires à ceux qui occasionnèrent ses traumatismes et l'aveuglement qui s'en suivit.

Ainsi, celui qui «*lutte pour la liberté*» joue un rôle dans la mise en scène du Pouvoir. Il nourrit l'emprise de ce dernier, surtout si cette *liberté* est réduite à la «*jouissance des droits accordés à tout citoyen*» (1). La liberté

que nous pouvons retrouver est celle de jouir de notre nature en nous reconnectant avec cette nature. Au lieu de cela, les hommes complexifient leur dialectique avec de nouveaux concepts formant un ensemble appelé *raison*. Cicéron définissait le mot *ratio* comme «*le pourquoi d'une chose, tel qu'un homme se l'explique*» et le distinguait de *causa*, la «*cause réelle*». Ne pouvant discerner leurs schémas relationnels d'une conscience réalisée, les hommes justifiaient et innocentèrent leurs rejouements à travers leurs raisonnements. Pourtant, ceux-ci manifestaient encore et toujours, dans l'application des décisions parentales ou gouvernementales, les conséquences d'une conception erronée de la vie. Et cela, avant que les décideurs ne s'en repentissent et ne recommencent : nous tournons donc en rond et nous faisons croire que nous évoluons.

Égalité et complémentarité

Par nature, les humains ne peuvent être qu'omniscients. Ils ne sont pas *complémentaires*, comme on voudrait nous le faire croire. Sans contraintes, ils prendraient place au sein de la communauté là où leur vie véhicule l'harmonie, si bien que toutes leurs facultés, base de leur polyvalence, seraient toujours reconnues. La conception de la *complémentarité* recroqueville la grandeur de l'Homme dans des rôles imposés dès l'enfance et sanctionnés par des formations et des professions issues de cette réduction.

De même, la notion d'*égalité* se définit sur le déni de notre essence commune. Elle a été conçue pour manipuler l'espoir d'être un jour reconnu en tant qu'être conscient, vivant le sentiment d'être ensemble. Aujourd'hui, elle sépare les hommes face à une autorité qui, elle, devrait, selon la définition démocratique, garantir les mêmes droits pour tous et des conditions de vie égales. Mais celle-ci leur interdit avec violence de remettre en cause les rôles et donc de toucher à la mise en scène. L'*égalité* a été une tentative de supprimer les souffrances de l'exploitation de l'homme par l'homme, mais n'a pas été la résolution de ce qui pousse les hommes à s'enfermer dans des rôles. Ces derniers sont donc condamnés à manifester les incroyables différences de conditions de vie et les non moins incroyables inégalités devant la loi, malgré tous leurs discours.

(suite en page 7)

Note :

(1) Les définitions sont extraites du *Dictionnaire historique de la langue française*, Le Robert, 1998.

Le peuple et le pouvoir

Le discours démocratique qui assimile le peuple à l'ensemble de la population est une manipulation du langage. Il permet aux classes dominantes de masquer les rejouements du pouvoir

Les Grecs désignaient par *demos* le territoire, un lieu séparé de l'ensemble des terres sur lequel l'homme règne. Par métonymie, ils lui donnèrent le sens de celui qui possède ce territoire et donc qui l'a séparé de l'ensemble. Nous lui donnons aujourd'hui le sens de peuple.

Sous la République romaine, *populus* était l'une des trois classes de la hiérarchie sociale, opposé à *senatus* (supérieure) et à *plebs* (inférieure), sans parler des esclaves. Pendant l'Empire romain, les patriciens utilisèrent le mot *populus* pour désigner toutes les classes inférieures soumises à eux et accentuèrent ainsi leur pression sur le plus grand nombre. En français, la *population* désigna l'ensemble des habitants d'un lieu comme synonyme de peuple.

Mais assimiler le peuple à la population relève d'une manipulation. En effet, par définition, la population ne prend pas en compte la réalité hiérarchique de l'organisation sociale. Quant au peuple, il représente la partie la plus importante de cette population, soumise aux classes possédantes.

Peuple ne devrait donc pas être utilisé pour la traduction de *demos*.

Élan du peuple

Dans la Grèce antique, le *demos* désignait précisément les mâles de plus de 20 ans, ayant servis dans l'armée pendant deux ans, de père lui-même athénien et que les hommes citoyens reconnaissaient comme étant désormais des leurs. Cela excluait toutes les femmes, les enfants, les métèques (étrangers résidents) et les esclaves, soit la plus grande partie de la population. Le sens de *population*

Arrivisme

«Dès lors qu'elle fut au pouvoir, la bourgeoisie attribua au peuple le pendant de sa propre mise en scène.»

ne convient donc pas non plus pour la traduction de *demos*. Il ne s'agit plus dès lors de considérer ceux qui habitent le territoire mais ceux qui le possèdent et le régissent.

Lorsque les révolutionnaires français prirent le pouvoir, ils s'appuyèrent sur l'élan du peuple. Mais en opposant une démocratie à l'aristocratie, ils dévoilaient la future confiscation du pouvoir politique populaire au profit de la nouvelle classe possédante: ce

demos-là était la bourgeoisie. Celle-ci avait pu se considérer comme faisant partie du peuple tant que le roi et sa suite régnaient, mais dès lors qu'elle fut au pouvoir, elle en endossa aussi le rôle et attribua au peuple le pendant de sa propre mise en scène.

Le discours confondant peuple et population dans le *demos* a pour objectif d'empêcher de mettre en lumière la volonté de rupture sociale nécessaire aux arrivistes pour maintenir leur situation, et donc le mépris de ces derniers pour l'ensemble d'une population dont ils prétendent s'extraire.

Il n'est pas dans la nature humaine de vouloir s'élever socialement. Cette problématique, hypervalorisée au point de justifier la violence éducative, résulte de ruptures relationnelles imposées par les mères à leurs bébés et, en amont, de celles imposées par les hommes aux femmes et aux enfants. Ces ruptures brisent la continuité de la vie consciente de l'enfant. Obligé de renoncer à l'intégrité de sa sensibilité naturelle pour s'accrocher à un processus de survie, celui-ci devra refouler sa trop grande souffrance en empruntant le canal étroit imposé par ses parents. Il se réfugiera alors dans les mêmes compensations que ses parents et à l'instar de ces derniers il y perdra la jouissance de sa conscience.

B. G.

(suite de la page 6)

Dictature des intérêts privés

L'enfant, né libre d'exister, de se développer et de se réaliser au sein d'une mère disponible et totalement sécurisante, est maltraité, isolé, contrôlé, pacifié, séduit, ébloui, conditionné, dépolitisé, individualisé et réduit à l'état de consommateur soumis à l'ordre parental et social. Père et mère forment un groupe de pression inébranlable face à l'enfant, d'où la dépression qui souvent se révèle dès l'adolescence. Les croyances et les valeurs éducatives ordonnant leurs rejouements sont garanties par des moyens de contraintes socialement admis, leurs remises en cause sanctionnées par leur légitimité: traitements inappropriés, coups, chantages pratiqués sur la satisfaction des besoins essentiels, éloignement (garderie, crèche, école maternelle, etc...). Le père est le fondateur de cette structure oppressive. En posant de plus en plus l'État entre lui et son fils, il

peut se présenter comme victime d'un système, alors qu'il lui confie la tâche de briser une conscience qui le remet directement en question. Les causes de son pouvoir restent enfouies au sein de son silence filial, muselé qu'il est par la terreur de dire et même de concevoir la vérité en accueillant l'horreur qui s'est jouée dans son enfance.

La dictature des intérêts privés est le schéma le plus représentatif du rapport que les hommes ont eu avec leurs éducateurs. Les offres politiques actuelles sont toutes calquées sur le même modèle: capitalisme et droits de l'homme. Isolé par l'incapacité parentale de reconnaître leur nature, chacun a été contraint de se vivre comme responsable de ses conditions de vie et d'adhérer à une démocratie de prospérité et de marché pour rejouer et refouler sa misère relationnelle. Ceci s'est fait avec le consentement de tous, même des plus démunis qui ne

remettent pas en cause leur situation, mais exigent un autre rôle dans un rejouement collectif qui – parce que la conscience est une et indivisible – ne peut fonctionner que s'ils représentent la misère de l'ensemble.

La reconnaissance de l'autre ne peut résulter de la soumission à des lois mais d'une écoute de ce qui empêche chaque être humain de reconnaître naturellement son pareil et son prochain. La *société démocratique indépendante* est donc une prétention d'hommes de pouvoir refusant d'être soumis à d'autres formes de pouvoir que le leur. Elle ne peut donc être ni juste ni libre puisque la justesse concerne tous les humains, tout comme la liberté d'être soi. Il n'y a donc en fin d'analyse qu'une seule humanité et une seule loi, celle de la vie.

Une société ne peut devenir plus juste sur le mensonge qui la fonde.

Sylvie Vermeulen

Dictatures parentales

La dépendance à l'égard de nos parents abusifs nourrit la haine. Compte-rendu de lecture.

Pour la plupart d'entre nous, l'enfance fut une dictature : celle que firent régner nos parents sur l'expression de notre conscience spontanée d'enfants. Et pourtant, qui ne relativise pas cette tyrannie, pour préserver l'image d'un passé idéalisé permettant de refouler l'effroyable souffrance qui en résulte ? Dans *Notre corps ne ment jamais*, Alice Miller revient sur le tribut que nous payons chaque jour à ce mensonge, par soumission à l'injonction destructrice d'honorer les bourreaux de notre enfance, le *Quatrième Commandement* du décalogue. À travers les biographies de plusieurs écrivains, elle montre d'abord comment ces artistes ont déjoué leurs souffrances d'enfants par la littérature et sacrifié leur santé, plutôt que de mettre en cause leurs éducateurs.

La correspondance d'Anton Tchekhov, par exemple, atteste de son attitude bienveillante à l'égard de son père, ancien serf et alcoolique. Mais, dans son récit *Le Père*, que Tchekhov a complètement dissocié de sa vie consciente, il décrit un ivrogne qui vit aux crochets de ses fils et se vante de leurs succès. Comme son frère Nikolaï, Anton mourut jeune de tuberculose, faute d'avoir pu exprimer la moindre rancœur pour les raclées que le père leur avait infligées presque quotidiennement. Marcel Proust, autre exemple, manifestait par de l'asthme l'étouffé-

ment que lui occasionnaient les exigences bourgeoises de sa mère, à laquelle il écrivit un jour : « *Je préfère avoir des crises et te plaire que te déplaire et n'en point avoir.* » À travers sa célèbre anecdote de la madeleine, il idéalisa l'un des rares moments de son enfance où elle le prit dans ses bras sans lui faire de reproches. Il mourut de suffocation parce qu'il ne pouvait mettre en doute la « *bienveillance* » parentale.

Dépendance névrotique

Dans la seconde partie de son livre, Alice Miller présente les récits de personnes aujourd'hui décidées à se délivrer de la dictature du *Quatrième Commandement*. Celles-ci font face à l'attachement inconscient que nous avons tous pour nos parents maltraitants, un mécanisme de refoulement qui nous aveugle sur la réalité de notre enfance et nous légitime de transférer sur notre entourage des exigences issues de nos souffrances. En effet, contrairement à ce que la morale commande, « *l'amour* » que nous ressentons pour nos parents abusifs est un mélange d'attentes, d'illusions et d'obéissance face à la terreur. « *Ce type de dépendance nourrit la haine, qui, pour être refoulée, n'en demeure pas moins active, explique l'auteure, et pousse à des agressions contre des innocents.* » Ainsi, la volonté non consciente de conserver une image parentale idéale conduit-elle à justifier l'utilisation dévastatrice de nos enfants dans le rejouement de nos souffrances non résolues.

Je réalise pour moi-même, au fil de mon cheminement thérapeutique, combien il est difficile de se reconnaître *en tant qu'acteur adulte* de cette tyrannie. Sous l'emprise du rejouement, je dicte à l'autre mes sentiments refoulés, par l'imposition d'une répression qui est celle que j'inflige à l'expression de ma propre souffrance. Dans ces circonstances, il n'y a pas de place en moi pour l'écoute et le partage d'être à être, mais seulement la reproduction du mode de refoulement que j'ai intériorisé sous la terreur parentale. J'y vois aujourd'hui l'essence même de la dictature.

M. Co.



Alice Miller, *Notre corps ne ment jamais*, éd. Flammarion, 2004.

Bon sens

Suite à la parution de nos articles sur la circoncision, un lecteur nous fait parvenir cette lettre, que nous publions avec son accord.

« Il y a un mois, Gaëtan*, âgé de 13 ans et demi, s'était plaint de picotements autour de son méat [orifice externe de l'urètre, *ndlr*]. Lors de l'examen médical, l'analyse d'urine pour rechercher une éventuelle infection urinaire s'étant avérée négative, notre généraliste attire notre attention sur le prépuce trop serré [souvent diagnostiqué à tort comme un phimosis, *ndlr*] et nous a orienté vers un urologue.

«Celui-ci a considéré que la rougeur du méat était due à une pe-

tite infection microbienne et a prescrit *Oroken Céfixime* 100mg/5ml. En ce qui concerne le prépuce, il se déclare pessimiste pour le décalottage progressif et envisage sérieusement la circoncision pour des raisons d'hygiène. Les Américains seraient en avance sur nous sur ce point, en dehors, selon lui, de toute considération religieuse.

«Un peu bouleversés, nous sommes retournés recueillir l'avis de la généraliste qui nous a confirmé ce qui doit être perçu comme un acte médical. C'est ainsi que nous avons consulté internet. Vendredi dernier, à l'occasion de la visite annuelle, nous avons voulu également recueillir l'avis du pédiatre. Celui-ci partage notre conviction tout en nous confiant que sa formation initiale en France l'avait, dans ses premières années, incité à la

circoncision. Ce ne fut qu'après avoir rencontré un de ses confrères à l'île de la Réunion qu'il s'est convaincu de son erreur. Il ne préconise plus qu'une crème adaptée à faciliter en douceur le décalottage.

«Gaëtan ne se plaint plus de son irritation. Mais, tout en étant très intéressé par son hygiène intime, il refuse, lors du bain quotidien, notre incitation au décalottage. Il résiste : c'est trop tôt, on ne touche pas ! [...] Nous trouvons d'ailleurs que sa position défensive est naturellement bonne. Nous savonnons maintenant le bain à plus faible dose... car nous pensons que le rinçage à l'eau claire était, tout simplement, incomplet.»

Jacques* B. (Gard)

*Les prénoms ont été changés.